

Le gouvernement appuie cette recommandation. Au cours de l'exercice précédent, il a intensifié son programme d'aide humanitaire en Afrique subsaharienne, tout spécialement à la suite des pénuries alimentaires en Afrique australe et dans la Corne de l'Afrique. Cette année, et au cours des années suivantes, l'Afrique subsaharienne demeurera la priorité globale du gouvernement en matière d'aide humanitaire, en dépit des interventions humanitaires d'envergure qui pourraient avoir lieu dans d'autres régions du monde. Le gouvernement a déjà accru son allocation budgétaire au titre de l'aide humanitaire en ce qui concerne l'Afrique subsaharienne au cours du présent exercice, même s'il a réagi simultanément à la crise en Iraq (pour laquelle les fonds octroyés viennent s'ajouter au budget de base pour l'aide humanitaire). Le gouvernement continuera d'accorder une importance de premier plan à la situation humanitaire en Afrique lors de l'examen de l'affectation des budgets de l'aide humanitaire.

Recommandation 6.2

La résolution des crises humanitaires urgentes en Afrique subsaharienne et la suppression des obstacles au développement à long terme exigent une politique étrangère mieux intégrée, dans laquelle la diplomatie, la défense et le développement soient étroitement liés. Le Sous-comité demande au gouvernement d'intensifier ses efforts à cet égard, en s'alignant par exemple sur les travaux de l'ACDI concernant les liens entre la sécurité et le développement.

La guerre au terrorisme international est un exemple typique de situation dans laquelle des ressources diplomatiques, militaires et de développement ont été déployées de façon intégrée afin d'accroître la sécurité nationale et internationale. Les Canadiens et Canadiennes sont conscients de cette nouvelle réalité. Au cours des récentes consultations sur la politique étrangère du ministre Graham, les Canadiens ont préconisé une plus grande cohérence au niveau des politiques des divers ministères et organismes responsables de la diplomatie, de la défense et du développement, afin d'accroître la capacité d'intervention du Canada à l'échelle mondiale.

Le Sommet du G8 de l'année dernière qui s'est tenu à Kananaskis a été axé sur la lutte au terrorisme ainsi que sur la création d'un nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et le renforcement de la croissance économique mondiale. Ces objectifs sont étroitement liés, étant donné notre conviction que le terrorisme est moins susceptible de s'enraciner dans les collectivités et les nations prospères, stables et ouvertes.

De concert avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) accorde une attention toute particulière à la promotion des principes de bonne gouvernance et de la sécurité humaine en Afrique. Dans le Plan d'action pour l'Afrique du G8, comme dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, la paix et la sécurité sont considérées comme des conditions essentielles au règlement des